

N° DP 24/1167

DECISION DU PRESIDENT

AVENANT N°2 AU MARCHÉ 116RL20 GESTION DES POLES DE VALORISATION METROPOLITAINS SIS A SIX-FOURS-LES-PLAGES "SITES COURRENS ET NEGADOUX"

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'article R2194-7 du Code de la Commande Publique, indiquant qu'un marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles,

VU l'accord-cadre n°116RL20 relatif à la gestion des pôles de valorisation métropolitains sis à six-fours-les-plages « Sites Courrens et Négadoux », notifié à la Société KROC CAN, le 22 septembre 2020 pour un montant de 1 057 440 € HT pour 4 ans,

VU le projet d'avenant n°1 prolongeant le marché de 2 mois, soit jusqu'au 31 janvier 2025,

VU le projet d'avenant n°2, ci-annexé,

CONSIDERANT que suite à la prolongation du marché les article 3.1 et 4.2 du CCAP doivent être modifiés tel que :

- le marché est conclu « pour une durée initiale de 1 an, à compter de la date de début effectif du contrat » et non à compter de sa date de notification (article 3.1 « Délai d'exécution » du CCAP) et,
- « Les prix sont révisés annuellement, à la date du 1^{er} décembre 2020 » et non à la date d'anniversaire de la notification du marché (article 4.2 « modalités de variation des prix » du CCAP),

CONSIDERANT que ces modifications n'ont pas d'impact financier sur le montant initial du marché,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE

DE SIGNER l'avenant n°2 au marché 116RL20 avec la Société KROC CAN, ainsi que tous les actes nécessaires à son exécution.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le 23 DEC. 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



MARCHE N°116RL20

GESTION DES POLES DE VALORISATION METROPOLITAINS SIS A SIX-FOURS-LES-PLAGES « Sites Courrens et Négadoux »

AVENANT N° 2

A - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE MARCHE

Etablissement Public :	Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président en exercice ;
Direction :	DGA Développement Durable et Valorisation des Territoires Direction de la Collecte et de la Valorisation des Déchets et du Développement Durable SD Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés
Titulaire initial du marché :	Association KROC CAN, représentée par M. Bernard FERRER, didier.monchatre@kroccan.com
Date de notification :	22/09/2020 - démarrage au 01/12/2020 par OS
Durée du marché :	4 ans – 1 an reconductible 3 fois
Montant du marché :	264 360 € HT/an soit 1 057 440 € HT pour 4 ans
Objet Avenant 1 :	Ajustement de la date de fin du contrat et augmentation de la durée du marché
Objet Avenant 2 :	Modification des articles 3.1 et 4.2 du CCAP
Imputation budgétaire :	Budget principal 2020 et suivants – ANTSE, opération 2381, article 611, nomenclature 84.04
Annexe :	Néant

ENTRE LES SOUSSIGNES

Jean-Pierre GIRAN, Président, agissant au nom et pour le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

D'une part,

Et

Bernard FERRER, agissant au nom et pour le compte de la Société KROC CAN.

IL A ETE ENTENDU ET CONVENU CE QUI SUIT :

B - OBJET DE L'AVENANT 2

Article 1 : Objet du présent avenant n°2

Suite à un retard de démarrage des prestations du marché en cours et afin de permettre la passation du nouveau contrat de gestion du pôle de valorisation (sis à Six-Fours-Les Plages), qui nécessite la mise en œuvre de nouvelles procédures, il a été décidé par avenant n°1 de prolonger le contrat en cours de 2 mois portant sa date de fin au 31/01/2025.

- L'article 3.1 « Délai d'exécution » du CCAP dispose que « Le marché est conclu pour une durée initiale de 1 an, à compter de sa date de notification (...) »

Un Os de suspension du nouveau marché a été signé en date du 07/10/2020 couvrant la période allant de la date de notification du nouveau marché à la fin du précédent marché soit le 01 décembre 2020. En conséquence, la date de démarrage du contrat en cours n'est pas celle de la notification du marché comme indiqué dans le CCAP mais celle du 1 décembre 2020 comme indiqué dans l'OS de suspension.

Aussi, il convient de lire à l'article 3.1 « Délai d'exécution » du CCAP :

« Le marché est conclu pour une durée initiale de 1 an, à compter de la date de début effectif du contrat.

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3.

La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du marché, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction. »

En lieu et place de :

« Le marché est conclu pour une durée initiale de 1 an, à compter de sa date de notification.

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3.

La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du marché, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction. »

- De plus, l'article 4.2 « modalités de variation des prix » du CCAP dispose que les prix sont révisés annuellement, à la date anniversaire de la notification du marché, ce qui est contradictoire avec ce qui précède. De ce fait, il convient de lire : les prix sont révisés annuellement à la date du 01/12/2020.

Aussi, il convient de lire à l'article 4.2 « modalités de variation des prix » du CCAP :

« Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement, à la date du 1^{er} décembre 2020, par application au prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule : $C_n = 12.5\% + 87.5\% (ICHT-E (n) / ICHT-E (o))$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Le titulaire présentera les prix révisés (ou actualisés) accompagnés des éléments justificatifs selon les modalités de l'annexe E du décret des pièces justificatives et des modalités de calcul.

L'index de référence, publié par l'INSEE, est :

Identifiant	Libellé
001565187	ICHT-E : Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution - Base 100 en décembre 2008

»

En lieu et place de :

« Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement, à la date anniversaire de la notification du marché, par application au prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule : $C_n = 12.5\% + 87.5\% (ICHT-E (n) / ICHT-E (o))$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Le titulaire présentera les prix révisés (ou actualisés) accompagnés des éléments justificatifs selon les modalités de l'annexe E du décret des pièces justificatives et des modalités de calcul.

L'index de référence, publié par l'INSEE, est :

Identifiant	Libellé
001565187	ICHT-E : Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution - Base 100 en décembre 2008

»

Article 2 : Incidence financière

Le présent avenant n°2 n'a pas d'incidence financière sur le montant de l'accord-cadre.

Article 3 : Délais

Le présent avenant n°2 n'a pas d'incidence sur les délais sur les délais de l'accord-cadre repris par l'avenant n°1.

Article 4 : Application des clauses du contrat modifié

Toutes les clauses du marché initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant 2, lesquelles prévalent en cas de différence.

C - SIGNATURES

Fait à Toulon, le

Pour la Métropole Toulon Provence
Méditerranée
Pour le Président et par délégation
Le directeur général adjoint des services

Claude WEISSE

Pour le titulaire



Bernard FERRER